

[Text]

M. Bisson: Encore une fois et là, je vous parle personnelle-ment, notre association ne s'est pas penchée là-dessus.

Rendu à ce niveau, lorsque l'on parle de génie avancé, on parle de quatrième et de cinquième années d'université. Je n'ai aucune objection à ce que nos jeunes prennent ce cours, par exemple, s'il est offert à l'université de Toronto. Ce n'est pas là que se situe le problème.

Il se situe lorsqu'un jeune franco-manitobain, comme moi-même, étudie au collège de St-Boniface, obtient son BA et son BL. Il enseignera à St-Jean-Baptiste ou à la Broquerie. Lorsqu'il vient de l'université d'Ottawa, de Montréal, ou de Toronto, qu'il y poursuit ses études en français, on ne le revoit plus à la Broquerie car c'est plus petit que Toronto. Vous voyez le problème?

C'est cette perte de littéralement nos meilleurs sujets, qui fait beaucoup de tort à nos communautés. Or, on a le réflexe de désirer les avoir chez-nous. Ce n'est pas parce que l'on est gourmand, que l'on veut tout avoir chez-nous. C'est la question de préserver notre communauté.

C'est mon point de vue personnel qui, je crois est partagé, par bien des gens avec qui je travaille dans le réseau.

Le président: Sénateur Robertson . . .

Senator Robertson: Gentlemen, I am from New Brunswick. We have been working on this aspect. It is a slow process. In one of your references you alluded to something that I would like to explore with you. Was it a recommendation or were you wondering out loud, in connection with our French population, whether we should erase borders and have a larger commonality of purpose and dedication to keeping the French fact alive and well and thriving and to resisting assimilation? In our own province, one of the great difficulties in the education system, from the moment you first enter a classroom until you leave the University of Moncton, if that eventually is where you end up, is that of textbooks. I am wondering whether you have spoken to anyone about erasing the lines of demarcation for certain purposes and whether collectively in Canada we might be able to do a better job of providing the resources for our French students, which we simply cannot do now, because they are simply not available.

Repeatedly in our province—and I know it is true also in other areas—the textbooks simply are not there. It puts young people at a great disadvantage. The research material is not there. Perhaps collectively we could do better. Perhaps you would comment on that and whether you have discussed it with anyone else.

Mr. Bisson: It is a very good point.

Vous avez mentionné beaucoup de points, madame. Quand je parle d'effacer les frontières, comme francophone minoritaire, je ne comprends pas encore, qu'au Manitoba, j'ai le droit à ce qu'un réseau d'écoles françaises existe. En Alberta, on ne le sait pas, c'est devant les tribunaux. Chaque province a des règlements très différents.

Sur ce point, il faudrait que vous écoutiez nos jeunes. Dans notre conseil d'administration, M. Martin est le plus vieux.

[Traduction]

Mr. Bisson: Once again I have to answer from a personal standpoint, because our Association hasn't studied this question.

When you talk about advanced engineering, you're talking about fourth and fifth year university. I have no objection if our young people take such courses at, for instance, the University of Toronto, if they're offered there. That's not where the problem lies.

The problem is, when a young Franco-Manitoban, like myself, studies at St Boniface College and obtains a BA and a B. Litt.: he'll become a teacher in St-Jean-Baptiste or La Broquerie. But if he graduates from a university in Ottawa, Montreal, or Toronto, even if he has taken his courses in French, you won't see him again in La Broquerie, because it's nothing compared to Toronto. You see the problem?

We are literally losing our best people, and this damages our communities. It's a reflex to want to have them at home with us. It's not that we're greedy and want to hang on to everything: it's a question of preserving our community.

This is my personal point of view, but I believe it is shared by plenty of people with whom I work in the system.

The Chairman: Senator Robertson.

Le sénateur Robertson: Messieurs, je suis du Nouveau Brunswick et je dois dire que nous nous occupons de la question, mais c'est long. Vous avez parlé tout à l'heure d'une chose que j'aimerais aborder plus en détail avec vous. En ce qui a trait à notre population francophone, était-ce une recommandation que vous faisiez, ou si vous pensiez tout haut, à savoir que nous devrions abolir toute frontière et nous fixer un but commun pour conserver le «fait» français et résister à l'assimilation? Dans notre province, l'une des grandes difficultés qui se pose dans le milieu scolaire—dès la première année jusqu'à l'Université de Moncton, si c'est là que vous finissez vos études—ce sont les manuels scolaires. Je me demande si vous avez abordé cette question des «frontières» avec quelqu'un et si, d'un commun effort au Canada, nous pourrions offrir de meilleures ressources aux étudiants francophones, ce que nous ne pouvons pas faire maintenant, parce que nous ne les avons tout simplement pas.

Je sais que la question se pose aussi dans d'autres régions, mais chez nous, je le répète, nous n'avons pas les manuels scolaires nécessaires. C'est un gros inconvénient pour les jeunes qui n'ont pas les documents de recherche qu'il leur faut. Peut-être qu'en unissant nos efforts, nous pourrions réussir à améliorer la situation. J'aimerais savoir ce que vous en pensez et si vous en avez déjà discuté avec d'autres.

M. Bisson: Vous soulevez là une bonne question.

You raised a number of points, Madam Senator. When I spoke of doing away with borders for the francophone community, I think of the puzzling fact that in Manitoba I have a right to a French school system, whereas in Alberta it's still before the courts. Every province has different regulations.

You should listen to what the youngsters themselves have to say. Mr. Martin is the oldest person on our board. We also